****

**CONFÉRENCE D’HONNEUR**

**|** ***Institut de leadership engagé de Washington, D. C.***

**| Canadian Embassy, 501 Pennsylvania Ave NW, Washington, DC**

**| Mardi 17mars 2020**

**Pouvoir étatique et pouvoirs alternatifs dans la gouvernance mondiale du 21e siècle**

Au cours des 50 dernières années, la mondialisation et l’émergence des technologies numériques ont contribué à élargir le cercle des acteurs jouant un rôle dans les structures et les processus de gouvernance internationale. Traditionnellement réservée aux États et à leurs représentants, la scène internationale s’est aujourd’hui ouverte à tout un éventail d’acteurs, incluant des organismes civiques, des entreprises, des philanthropes, des maires, des expert.e.s scientifiques et des militant.e.s individuels (comme Greta Thunberg, par exemple). Ces acteurs non étatiques se voient accorder une importance croissante dans la gouvernance mondiale, comme en témoigne l’attribution, dans certaines instances des Nations Unies, du statut d’observatrice à de nombreuses organisations non gouvernementales (Karns et Mingst 2010). On remarque aussi la capacité de nombreux acteurs non étatiques à créer des réseaux internationaux et à exercer une influence favorable à la résolution de problèmes transnationaux, notamment en matière de violation des droits de la personne (Sikkink 2017), de changement climatique et de maladies infectieuses (Slaughter 2018).

Bien que les États continuent à jouer un rôle clé dans la gouvernance mondiale, la collaboration avec d’autres types d’acteurs pour faire face à la complexité de la gouvernance du 21e siècle apparaît de plus en plus nécessaire, évidente et largement attestée. Autrement dit, face aux nombreux défis se présentant sur les plans transnational et mondial, le multilatéralisme interétatique que l’on a connu jusqu’à présent ne suffit plus. Toutefois, la coopération entre acteurs étatiques et non étatiques en matière de résolution de problèmes semble plus facile à dire qu’à faire, étant donné la propension de l’État à jouer un rôle de surveillance et la tendance à l’unilatéralisme et à la compétition géopolitique à laquelle on assiste aujourd’hui au sein du système international. Dans ce contexte, dans quelle mesure pouvons-nous nous attendre à des améliorations, à moyen et long termes, en ce qui concerne la capacité de multiples acteurs à travailler de concert pour trouver des solutions aux problèmes internationaux les plus urgents?

**Questions**

1. Comment les acteurs, tant étatiques que non étatiques, peuvent-ils exercer davantage de leadership au vu des défis de politique publique qui se présentent aujourd’hui et mieux résoudre lesdits défis? Sur quelles stratégies doivent-ils se concentrer?
2. Quels changements, le cas échéant, devrait-on apporter au système international pour qu’il reflète mieux les réalités contemporaines, tienne davantage compte des acteurs non étatiques et soit moins hiérarchisé?
3. D’après votre connaissance très concrète de la diplomatie des États-Unis, êtes-vous optimiste quant à la capacité des institutions étatiques traditionnelles à adopter un style de diplomatie davantage axé sur le « réseautage », prônant la recherche active d’acteurs non étatiques ciblés pour résoudre des problèmes particuliers?
4. En matière de gouvernance mondiale et de politique étrangère, les femmes leaders adoptent‑elles des approches différentes? Les femmes penchent-elles davantage vers l’humanisme?
5. En ce qui concerne le travail mené par New America, avez-vous eu connaissance de nouvelles approches en matière de résolution de problèmes publics? Ces enseignements sont-ils transférables à d’autres contextes nationaux ou internationaux?

**Conférencière d’honneur**

**Prof. Anne-Marie Slaughter**, Chef de la direction, New America et professeure émérite en politique et affaires internationales à Princeton University

Anne-Marie Slaughter est la chef de la direction de New America, un groupe de réflexion et d’actions dont la mission est de renouveler les promesses de l’Amérique à l’ère du numérique. Elle est aussi professeure émérite Bert G. Kerstetter '66 en politique et affaires internationales à Princeton University. De 2009 à 2011, elle a été directrice de la planification des politiques au Département d’État des États-Unis et la première femme à occuper ce poste. Après avoir quitté le Département d’État, elle a reçu le prix de reconnaissance pour services exceptionnels pour le travail qu’elle a mené à la tête de l’Examen quadriennal Diplomatie et Développement, ainsi que des prix de service méritoire de l’USAID et du Commandant suprême des Forces alliées en Europe. Avant de travailler au service de l’État, la professeure Slaughter a été, de 2002 à 2009, la doyenne de la Woodrow Wilson School of Public and International Affairs à Princeton University et, de 1994 à 2002, la J. Sinclair Armstrong Professor of International, Foreign, and Comparative Law à la Harvard Law School.

La professeure Slaughter a écrit ou dirigé huit livres, notamment *The Chessboard and the Web: Strategies of Connection in a Networked World* (2017)​, *Unfinished Business: Women, Men, Work, Family* (2015), *The Idea That Is America: Keeping Faith with Our Values in a Dangerous World* (2007)​, et ​*A New World Order* (2004); elle a également ​publié plus d’une centaine d’articles savants. Elle a été responsable et co‑directrice, avec le professeur John Ikenberry, du Princeton Project on National Security — un projet de recherche pluriannuel visant à élaborer une nouvelle stratégie de sécurité nationale bipartite pour les États-Unis. En 2012, elle a publié un article intitulé « Why Women Still Can’t Have It All » dans le magazine *The* *Atlantic*, qui devint rapidement l’article le plus lu de l’histoire du magazine et contribua à relancer le débat national sur les obstacles qui continuent à empêcher les femmes d’obtenir une véritable égalité homme-femme.

La professeure Slaughter est collaboratrice à la rédaction du *Financial Times* et écrit une colonne bimestrielle pour *Project Syndicate*. Elle publie de fréquents commentaires tant dans les médias traditionnels que les nouveaux médias et commente les nouvelles de politique étrangère pour plus de 140 000 abonnés sur Twitter. En 2009, 2010, 2011 et 2012, elle figurait sur la liste des 100 intellectuel.le.s les plus influent.e.s de notre époque publiée par le magazine *Foreign Policy*. Elle est titulaire d’un baccalauréat ès arts de Princeton, d’une maîtrise et d’un doctorat en relations internationales d’Oxford, dont elle a été l’un.e des Daniel M. Sachs Scholars, et d’un doctorat en jurisprudence de Harvard.